

1. Portrait d'un homme (1862 - 1934)

Ses correspondants et contacts



Eugène Baudoux

Les événements de 1886 (insurrection ouvrière) furent à l'origine de l'éclosion du talent de penseur original qu'Henri Lambert développa par la suite. Ils avaient mis en scène avec plus d'acuité le problème du suffrage universel, et celui du rôle des associations (Union verrière). Ce sont là précisément ses deux premiers sujets de réflexion parmi une longue liste, et ceci quelques années seulement après sa sortie de l'Université, au moment même où il prenait en mains les affaires familiales. Ces années furent même en ce qui le concerne, doublement décisives. À l'influence paternelle vint se greffer celle d'Eugène Baudoux (important maître de verreries belge) avec lequel il se lia d'amitié dans une affection transgénérationnelle. Ainsi, il mena avec lui une réflexion sur divers problèmes de société et publia diverses études, en particulier en ce qui concerne le droit d'association, un des piliers de son futur ouvrage le Nouveau Contrat Social.



Colonel Edward M. House

C'est par les milieux pacifistes américains de très haut niveau, en la personne de D. S. Jordan - président de l'université de Stanford - que Henri Lambert entre en contact avec le Colonel House auquel dès lors, il écrit le 30 novembre 1916. Ce sera le début d'une correspondance entre les deux hommes et d'une relation qui sera marquée par le sceau d'une franche cordialité, voire d'amitié. Henri Lambert visait ici aussi le sommet de l'état américain, le milieu des décideurs. On sait déjà combien le Colonel House eut un rôle de conseiller officieux de premier ordre auprès de président W. Wilson.



Edmund Dene Morel

"And for Henri Lambert – and I very largely agree with him – one of the fundamental "causes" of this war is the protectionist and monopolistic policy adopted in economic matters by many of the Governments; by all, in a certain measure, though by Britain herself, hitherto, least of all since Bright and Cobden's great

achievement, *Freedom of trade is for Henri Lambert the true road to a permanent peace among the nations. He does not discard other avenues of approach, but he says, in effect, "Neglect this one, and your efforts are vain". And here I am in complete accord with him".* (MOREL (E. D.), *Truth and the War*, London, 1916, p. 191-194.)



Emile Zola

Le 8 janvier 1898, soit cinq jours avant le célèbre « J'accuse », Henri Lambert écrit à Emile Zola la lettre suivante.

Cher

Monsieur,

Je ne puis m'abstenir plus longtemps de vous exprimer mon admiration pour votre belle, votre noble, votre magnifique attitude dans l'affaire Dreyfus. Une fois de plus vous avez prouvé que vous êtes ce que partout l'on appelle : un homme. Et avec quelques autres hommes, vous avez montré au monde qui en eût douté qu'il y a encore en France des gens qui ont conservé intact leur précieux patrimoine : le sentiment de la générosité, le souci jaloux de la bonne renommée de la patrie, le culte de la justice et de la vérité. Vous consolez ainsi l'humanité qui suit avec tristesse

ce qui se passe chez un peuple qu'elle voudrait chérir et qui, malgré le crime atroce que des Français préparent, pourra ne pas retirer son estime à la nation française. Merci ! Mais quelle âme monstrueuse que celle de quelques-uns de votre pays !
Henri Lambert

P.-S. J'ai lu l'acte d'accusation. Mais tout cela n'est qu'un procès de tendance !



Charles de Broqueville

Fin mai 1913 le gouvernement belge mené par de Broqueville met sur pied une commission dite des XXXI, groupant des personnalités de divers horizons, en vue de réfléchir sur la question de l'électorat communal et provincial uniquement. Il s'agit donc de trouver un système électoral pour des élections à connotations plus réduites, au départ.

La Commission est composée de 12 députés ou anciens députés, 10 professeurs d'université, 3 sénateurs, 2 gouverneurs de province, 2 directeurs de ministère, et 2 industriels, Paul Trassenster de Liège et Henri Lambert de Charleroi. La présence de ce dernier ne passa pas inaperçue. Il prit la parole lors de la 3e séance, le mercredi 22

octobre 1913 pour proposer pour l'électorat communal et provincial un système consistant à former trois listes de candidats.

La première catégorie serait composée des plus imposés et correspondrait aux intérêts de la propriété et du capital ;

La deuxième comprendrait les contribuables moyens et représenterait les intérêts sociaux intermédiaires et complexes ;

La troisième serait formée des petits contribuables et des non-contribuables et serait représentative des intérêts du travail.



Yves Guyot

Le 12 octobre 1895, Henri Lambert contacte, pour la première fois, semble-t-il, l'ancien ministre et éminent économiste français Yves Guyot, (1843-1928) qui exprimera son accord avec ses théories. Il publiera deux articles dans *Le Siècle*, journal de la capitale française vantant les mérites de cette théorie allant, jusqu'à écrire, que leurs auteurs « ont raison non seulement pour la Belgique, mais aussi pour la France ».



Hector Denis

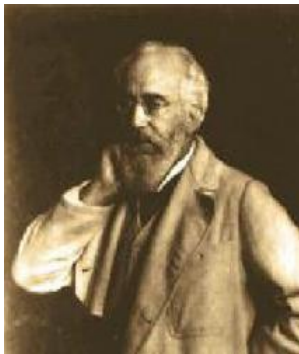
Si Janson et Lorand lui apportèrent une aide celle-ci viendra surtout d'Hector Denis (1842-1913), éminent sociologue belge, ancien recteur de l'Université Libre de Bruxelles (1892-1894), qui fut élu député en 1894 comme tête de liste du cartel réunissant socialistes-libéraux progressistes de Liège, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort. Ce dernier déposa un projet de loi en ce sens au parlement et en séance du 2 mai 1908, soit trois semaines après la parution de son article, déclara qu'un « *industriel éclairé, qui s'est préoccupé de l'internationalisation, M. Lambert, a remarquablement mis en lumière certains effets directement bienfaisants d'une telle solution* ». Ses idées disposaient donc de l'indispensable relais au niveau du pouvoir. Bien que ses théories sur la représentation des intérêts et sur les associations pussent s'appliquer en dehors de la Belgique, c'est la première fois qu'il tentait d'influencer directement la politique internationale. Ce ne sera pas la dernière.



Sir Edward Grey

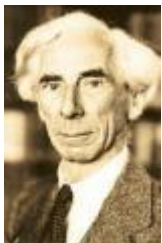
Ainsi, de 1913 à 1920 Henri Lambert se lança dans la rédaction d'une cinquantaine d'écrits publiés tant en Europe qu'aux états-Unis. Il commença par alerter, en avril 1913, Sir Edward Grey secrétaire du Foreign Office de la Grande-Bretagne, par une longue

lettre ouverte exposant des considérations morales fondamentales et mettant en relief l'origine économique, la cause profonde du grand conflit qui menaçait : les protectionnismes économiques nationalistes généralisés. Il lui proposa donc de lancer une conférence économique pour engager le désarmement de ces protectionnismes. Henri Lambert écrira en 1918 que : « *Je proposai cette solution à Sir Edward Grey dans une lettre ouverte, publiée par la « Ligue du libre-échange » de Paris, et qui fut lue, je pense, par la plupart des gouvernants et dirigeants d'Europe* ». Sans doute fut-elle lue, mais malheureusement incomprise ou sous-estimée par ceux-ci, à commencer par Sir Edward Grey, et sans effet ou réaction connue des grands responsables européens.



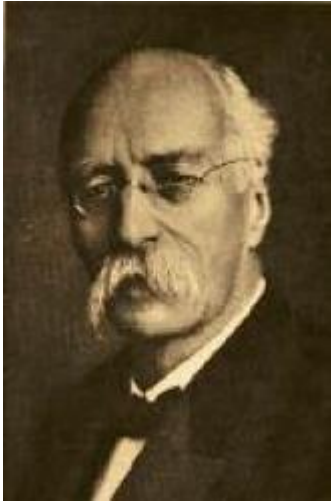
Lujo Brentano

Persuadé que pour vaincre il faut convaincre, Henri Lambert diffuse ses études partout où il peut et dans tous les milieux qui sont susceptibles d'influencer l'opinion publique et ses dirigeants et cela des deux camps. Ainsi, il avait envoyé à Lujo Brentano (1844-1931) éminent économiste libéral et pacifiste, professeur à l'université de Munich, sa lettre ouverte au Président Wilson. Ce réputé penseur lui répond par une lettre ouverte également dans laquelle en préambule il se plaît à souligner que la lettre ouverte d'Henri Lambert habitant d'un pays qui vient cependant de subir une invasion sanglante ne contient « *kein hartes Wort über den Feind* » et qu'elle mérite « *die grösste Bewunderung* ».



Bertrand Russel - Romain Rolland - Norman Angell

Henri Lambert participe à l'action de l'Union of Democratic Control (décembre 1915). Ce groupe de pression avait été fondé en Angleterre en août 1914 par des intellectuels de gauche et des pacifistes dans le but d'appeler à négocier la fin de la guerre et de mener une politique étrangère excluant une diplomatie secrète. Parmi les meneurs se trouvaient Norman Angell et surtout E. D. Morel, qui en était le secrétaire-trésorier avec lequel, rappelons-le, il avait correspondu dans l'affaire du Congo quelques années plus tôt. Gravitant autour de ce comité on pouvait aussi y rencontrer l'écrivain français Romain Rolland qui recevra le Prix Nobel de littérature, l'année suivante en 1916, ainsi que le philosophe et mathématicien Bertrand Russel, le futur Prix Nobel de littérature en 1950.



Henri La Fontaine

Aux USA Henri Lambert ne s'est pas contenté seulement de prendre contact avec le Colonel House. Il entre en relation avec un autre exilé belge de renom, qu'il connaissait depuis de longues années, Henri La Fontaine - Prix Nobel de la Paix en 1913 -, chantre du pacifisme comme lui, qui venait, en 1916, de publier à Boston *The great Solution. Magnissima charta. Essay on Evolutionary and constructive Pacifism*, auquel Henri Lambert écrit le 27 février 1917 « *Mon cher Sénateur et ami, Je vois avec plaisir que vous arrivez à donner à la liberté des échanges toute son importance. Ce principe n'est pas tout le pacifisme, mais c'en est la base nécessaire. L'organisation démocratique des États, l'indépendance ou l'autonomie politique vraie des nationalités naturelles ne peuvent être fondées que sur ce principe de sécurité économique, de progrès et de paix* ».



Richard Coudenhove-Kalergi - Paul van Zeeland

Une lettre adressée à Coudenhove-Kalergi le 30 juin 1932 nous apprend qu'en compagnie, de Paul van Zeeland, d'Evence Coppée, de Léon Greiner et d'André Peltzer, quatre grands responsables du monde économique et politique belge, Henri Lambert assista à la réunion du Comité paneuropéen qui se tint le 4-5 juillet. Bien que ne partageant pas cette opinion, et précédé de cette réputation, il fut cependant invité à participer au Congrès Européen de Bâle (en octobre 1932) où il fit, le 3 octobre une communication intitulée « *À propos de la « Pan-Europa » et des « États-Unis d'Europe » de MM Briand, Herriot, Coudenhove-Kalergi et consorts* ». Après avoir pris systématiquement le contre-pied des propos d'Édouard Herriot (1872-1957), il proclame que « *J'estime que la fédération politique européenne est non seulement impossible, mais même indésirable. Qu'elle soit impossible me paraît évident et je ne crois pas devoir prendre la peine de le montrer. Mais je veux me donner celle, de montrer qu'elle n'est même pas désirable. S'il est un incompressible besoin, s'il est une aspiration légitime, qui s'avère irrésistible dans l'histoire de l'Europe et du Monde, c'est le besoin et la volonté qu'expriment les nationalités de se gouverner elles-mêmes, de vivre dans la liberté et l'indépendance. À cet égard, la « libre détermination des nationalités » était un principe vrai et juste. Mais le Président Wilson eut le tort grave de ne pas insister pour que lui soit fournie son indispensable condition préalable : la sécurité économique et politique des peuples, dans la liberté de leurs relations. La libre disposition ne pouvait précéder la liberté économique internationale : elle devait en devenir la conséquence, graduelle et toute naturelle. La vérité, l'avenir, le progrès ne sont d'ailleurs pas dans la centralisation politique, dans la constitution de vastes unités, ni d'ailleurs, dans la formation d'unions douanières, fussent-elles européennes ; ils ne sont pas dans les « PAN-EUROPA » ou les « états-Unis d'Europe » : la vérité, l'avenir, le progrès sont dans la décentralisation politique concurremment avec la disparition graduelle de toutes frontières douanières* ».



Guillaume De Greef

De Greef, "père" belge de la sociologie écrit que « *Sous ce titre modeste [Pax economica] un de nos grands industriels, rompu à la pratique des grandes affaires internationales et en même temps théoricien, sociologue et philosophe, vient de publier un volume d'une importance capitale et malheureusement trop profondément pensé pour provoquer l'attention du grand public qui se nourrit d'une littérature plus légère et d'une digestion plus aisée. C'est une raison de plus et un devoir pour nous d'attirer sur son oeuvre l'attention non seulement des spécialistes compétents, mais aussi des hommes d'état et des Législateurs. Cette publication émanant d'un industriel philosophe est d'autant plus intéressante que des publications du même genre ont paru dans les principaux pays d'Europe et aux états-Unis d'Amérique et présentent à peu près toutes le même caractère à la fois philosophique et pratique dont la source est une grande expérience en matière industrielle et commerciale. Ces oeuvres sont en outre essentiellement et en général scientifiques et, par cela même, elles sont désintéressées, dénuées de toute préoccupation de politique mesquine, et de parti; elles sont en même temps cependant inspirées par des sentiments patriotiques très profonds, mais dominés par une vue supérieure des besoins de notre humanité nouvelle ...* »



Jules Destrée

Jules Destrée, brillant intellectuel belge et avocat carolorégien, ancien ministre socialiste, écrit, en Tribune Libre du Soir (26 mars 1932) : « *Il a raison, M. Lambert, il a tout à fait raison. Il a même tellement raison que par ces temps désaxés, il ne sera probablement écouté par personne. Et c'est pourquoi, sans me figurer que je lui apporte un appui efficace, j'entends lui donner mon adhésion* »